



## DES VILLAGES AUX INSTANCES INTERNATIONALES

# CHAPITRE IV — SE MOBILISER

L'ENTRETIEN: **DEOGRATIAS NIYONKURU, PORTE-VOIX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**



Deogratias Niyonkuru est fondateur et secrétaire général de l'ONG ADISCO (Appui au développement intégral et à la solidarité sur les collines). Cette organisation, créée

en 2006 au Burundi, a pour but de renforcer l'autonomie paysanne et la solidarité dans un pays ébranlé par de nombreuses années de guerre civile et des conflits fonciers permanents. ADISCO a reçu en 2015 le Prix Roi Baudoin pour le développement en Afrique.

*Quels sont pour vous les thèmes prioritaires de plaidoyer et de mobilisation en Afrique ?*

Le premier enjeu réside dans la lutte contre les importations massives,

qui plombent toute l'agriculture africaine.

Le vrai danger pour l'Afrique est que sa nourriture provienne des marchés boursiers. La volatilité des prix des denrées agricoles est un phénomène relativement récent, qui a culminé avec la crise alimentaire de 2008-2009. Cela s'est produit parce qu'on a déplacé la maîtrise de la nourriture des paysans vers les multinationales ! Traditionnellement, le paysan africain ne mangeait pas de riz, ni de pain, ni de spaghetti, ni même de maïs, mais du manioc, de la banane

plantain, du mil ou du sorgho. Il faut combattre la tendance qui consiste à « désacculturer » les gens pour les rendre tributaires des marchés boursiers.

*Pour cela, il est important de parvenir à fédérer des organisations paysannes (OP), des ONG d'appui et des mouvements sociaux urbains. Qu'en est-il au Burundi ?*

Nous sommes arrivés à créer d'excellentes collaborations entre les OP et les organisations d'appui au monde rural. Par contre, les mouvements de lutte contre la corruption et pour les droits de l'homme nous ont très peu soutenus, y compris dans notre plaidoyer contre la mainmise des multinationales sur la filière du café.

“ La nourriture ne doit pas provenir des marchés boursiers ! ”

Je pense que ces organisations ont eu peur de se voir couper les vivres. En effet, elles étaient financées par des institutions telles que la Banque mondiale, l'Union européenne et les grandes coopérations bilatérales, qui soutenaient la privatisation de la filière du café.

Il est essentiel de chercher à créer des liens, mais c'est un travail compliqué. Au Burundi, un mouvement de lutte contre la vie chère est parvenu à obtenir une exonération de la TVA pour les produits agricoles importés de première nécessité. Lorsque j'ai dit à l'un de ses leaders qu'il était en train de combattre les paysans, il m'a répondu que c'était la première fois qu'il entendait ce discours et voulait en discuter...

Pour nous, la seule solution est de créer des cadres de concertation multiacteurs, réunissant des associations de consommateurs, des OP et éventuellement des organisations d'appui. Au Cameroun, de tels comités ont permis

de réguler les importations de poulet congelé pendant quelques années.

**En dépit des pressions contraires des gros bailleurs de fonds, avez-vous eu tout de même des soutiens d'ONG du Nord dans vos campagnes de plaidoyer ?**

Sur les grands dossiers de plaidoyer, les ONG du Nord ont joué un rôle fondamental. La lutte contre le poulet congelé au Cameroun n'aurait jamais pris cette ampleur si des ONG du Nord comme SOS Faim Belgique ou ICCO n'avaient pas lancé une étude pour collecter les chiffres des exportations à partir des ports européens. Sur la filière du café au Burundi, n'eût été les soutiens de Solidarité socialiste, nous n'aurions pas pu approcher le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation et le dossier n'aurait pas avancé.

## INTRODUCTION : QUI PARLE POUR LES PAYSAN-NE-S ?

*On observe, dans de nombreux pays africains, une multitude d'organisations qui se réclament de la défense des paysan-ne-s. Entre les grands syndicats historiques, les organisations paysannes locales, les faïtières nationales ou sous-régionales, les interprofessions structurées par filières et les ONG d'appui, il est parfois difficile de s'y retrouver dans un enchevêtrement d'acteurs qui témoigne d'une grande vitalité mais aussi d'importantes disparités de moyens, de stratégies et même d'objectifs. Les grosses organisations très structurées peuvent jouir d'une large audience au niveau national ; mais leurs leaders sont parfois coupés des réalités du terrain, quand ils n'utilisent par leur fonction comme tremplin politique. Il existe en outre de fortes rivalités entre organisations pour décrocher les financements des bailleurs de fonds.*

*D'une manière générale, le maintien de liens étroits et permanents entre les instances dirigeantes des organisations paysannes et leur base est un défi majeur. Ce chapitre tentera d'identifier quelques facteurs de succès des luttes paysannes : la construction d'alliances avec des mouvements sociaux urbains, l'intégration des campagnes de plaidoyer dans un agenda d'actions sur le terrain et un engagement financier durable des bailleurs en faveur des espaces de mobilisation nationaux et sous-régionaux.*



# 1. DES ESPACES DE MOBILISATION OUVERTS

Les principaux axes de mobilisation et de plaidoyer pour la souveraineté alimentaire en Afrique sont :

- la lutte contre les importations de denrées alimentaires et pour un abandon ou un encadrement des accords de partenariat économique (cf. section 3 de ce chapitre);
- la revendication de politiques agricoles publiques soutenant et protégeant la production locale et l'agriculture familiale;
- le plaidoyer pour un statut juridique et un système de sécurité sociale en faveur des familles paysannes;
- la lutte contre l'accaparement des terres;
- la mobilisation contre l'introduction des OGM et contre les cadres d'investissement privés massifs (p.ex. AGRA, Alliance pour une révolution verte en Afrique).

Ces batailles sont le plus souvent menées par des organisations paysannes (OP), des ONG et/ ou des mouvements sociaux. Des dynamiques émergent aussi bien en Afrique de l'Ouest que dans la région des grands lacs, contribuant à casser les barrières souvent tenaces entre ces différents acteurs. Il s'agit de plateformes ou de « convergences » regroupant, de manière souvent informelle, plusieurs organisations paysannes et de la société civile.

Au Burundi, le Groupe de plaidoyer agricole (GPA) a réussi à peser sur la politique agricole et commerciale du pays, jusqu'à devenir un interlocuteur incontournable du Gouvernement. Ainsi, les OP ont désormais leur place dans le cadre de concertation sur les actions de développement agricole, qui inclut des représentants de l'Etat, des bailleurs et des organisations de la société civile. **Le GPA a joué notamment un rôle majeur dans la hausse des budgets publics agricoles et la limitation des importations de riz** → voir fiche n° 19 .

Lorsque la base est fortement mobilisée, ces espaces constituent un terreau favorable à l'émergence de mouvements sociaux. En Afrique de l'Ouest, la lutte pour les droits des paysan-ne-s aux semences, à la terre et à l'eau commence à prendre de l'ampleur. Dans le sillage du Forum social à Dakar en 2014, puis à Tunis en 2015, plusieurs organisations parmi lesquelles le Comité ouest-africain pour les semences paysannes (COASP) et la Convergence malienne contre l'accaparement des terres (CMAT) ont renforcé leurs liens. **Elles ont lancé ensemble une « caravane pour la terre, l'eau et les semences », qui a sillonné l'Afrique de l'Ouest en mars 2016** → voir fiche n° 1 .

Le COASP est né quant à lui de la Foire ouest-africaine des semences paysannes de Djimini. Ces exemples montrent l'importance des espaces d'échanges (de biens et de savoirs) et de débats tels que les foires agricoles. De par les activités concrètes qu'ils proposent, ils rendent les enjeux de souveraineté alimentaire perceptibles à une population qui ne réagirait pas forcément aux discours théoriques ou aux slogans. Ils permettent de combler en partie le fossé social



## DES PAYSAN-NE-S MALIEN-NE-S DÉBATTENT DES OGM

Au Mali, des Espaces citoyens d'interpellation démocratique (ECID) permettent chaque année à la population de s'adresser directement à ses ministres. Cette expérience a inspiré la création d'un ECID sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) en janvier 2006 à Sikasso, la seconde ville du pays. Organisée par l'Assemblée régionale de Sikasso, avec un appui financier des coopérations suisse et hollandaise, la manifestation s'inspirait aussi d'une autre méthode participative, utilisée notamment en Inde, au Brésil, au Zimbabwe et au Royaume-Uni : les jurys citoyens.

L'ECID a regroupé 45 productrices et producteurs de l'ensemble des cercles de la région de Sikasso, 14 témoins-experts de différents continents, un comité d'observateurs ainsi que des représentants de la presse nationale et internationale. Il avait pour objectifs de permettre aux productrices et aux producteurs de mieux comprendre ce que sont exactement les OGM ainsi que les risques et les avantages qu'ils comportent, de confronter leurs points de vue, d'interpeller des témoins experts favorables et défavorables aux OGM et de formuler des recommandations sur les dispositions à adopter en relation avec l'avenir de l'agriculture au Mali. Quatre commissions regroupant des petits, moyens et gros producteurs ainsi que des femmes ont eu à se prononcer. Leurs recommandations, validées en plénières, sont toutes clairement défavorables à l'introduction des OGM et militent pour la valorisation des semences locales<sup>2</sup>.

entre le leader ou l'intellectuel, qui « sait », et le paysan qui reste dans une posture passive car « il ne sait pas ».

En Afrique des Grands Lacs, le Réseau pour la promotion économique et sociale (RAPES) fédère une trentaine d'OP et d'organisations d'appui au monde rural du Burundi, de la RDC et du Rwanda. Il s'est fixé deux priorités de plaidoyer : la souveraineté alimentaire et l'insertion socio-économique des jeunes. Le RAPES a réalisé une étude comparative des politiques agricoles des États de la région des grands lacs afin de préconiser des mesures qui ne nuisent pas aux populations des pays voisins. Il s'est toutefois heurté à de nombreuses difficultés : divergences entre des organisations membres très hétéroclites, opportunisme, conflits de leadership, absence de statut juridique, etc. « La construction de réseaux en Afrique

1. L'AGRA, lancée en 2006 par les Fondations Rockefeller et Gates, prône une agriculture basée sur les semences hybrides, les engrais et les pesticides.

2. <http://pubs.iied.org/pdfs/G01243.pdf>

centrale pose des problèmes que semblent surmonter plus facilement les organisations d'Afrique de l'Ouest. On est donc en

droit de se demander si les leaders de la société civile n'imitent pas finalement leurs dirigeants», commente le RAPES<sup>3</sup>.

### LES FEMMES RURALES SONT «LA SOLUTION»

Entre 2006 et 2009, des plateformes paysannes africaines ont élaboré ensemble des stratégies pour résister aux politiques de promotion de l'agrobusiness comme l'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique). Elles ont proposé des mécanismes alternatifs pour promouvoir la souveraineté alimentaire sur le continent.

La campagne «Nous sommes la solution! Célébrons l'agriculture familiale africaine» est née de cette mobilisation. Initialement portée par douze leaders d'associations de femmes rurales lors de son lancement en 2011, elle implique aujourd'hui des centaines d'organisations regroupant environ 160 000 personnes au Ghana, au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Sénégal.

Selon les pays, une coalition ou une plateforme est mise en place, réunissant divers acteurs de la souveraineté alimentaire. Avec l'appui de Fahamu Africa ([www.fahamu.org/was](http://www.fahamu.org/was)), les douze leaders se rencontrent une fois par an pour renforcer leurs compétences, échanger des expériences de plaidoyer mais aussi, et surtout, pour maintenir la dynamique du réseau de femmes rurales.

Constitué de transformatrices de produits agricoles et forestiers, de paysannes et d'agronomes, le mouvement «Nous sommes la solution» s'est ouvert aux femmes pratiquant l'élevage et s'intéresse aussi aux questions foncières et climatiques.

## 2. LE DÉFI DE LA CONSOLIDATION

L'information est une arme puissante dans les campagnes de plaidoyer et de mobilisation. Les enquêtes, études et autres investigations peuvent jouer un rôle de détonateur au plan national et international, comme le montrent **les luttes contre les importations de riz au Burundi** → voir fiche n° 19 **et de poulet congelé au Cameroun** → voir fiche n° 7, **ou encore contre l'accaparement des terres** → voir fiche n° 1. Des ONG du Nord ont activement contribué à donner un large écho à ces luttes et à les relayer auprès des États européens ou nord-américains.

Si la communication vers l'extérieur à l'occasion de campagnes «choc» fonctionne bien, la circulation d'informations à l'interne des OP au quotidien est plus complexe. On constate en effet un manque de transmission des informations dans le mouvement paysan et un déficit de mise en discussion de rapports émanant de la coopération internationale. En Afrique de l'Ouest, des stratégies d'actions vers la souveraineté alimentaire existent pour les filières céréalières au niveau du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest) mais le contenu ne redescend pas toujours vers les organisations de base. De même, les actions locales remontent peu pour alimenter les stratégies nationales voire sous-régionales.

Le soutien de partenaires à la formation parajuridique et à l'animation de débats peut améliorer la participation de la base aux consultations sur les politiques agricoles, sur les orientations des programmes de coopération et sur la stratégie des faïtières paysannes. Les participants à l'atelier sur la souveraineté alimentaire de Ngozi ont suggéré la création de «think-tanks» regroupant les intellectuels et les paysan-ne-s.

Il faut souligner que la coordination des organisations à différents échelons mobilise beaucoup d'énergie et de

frais, ce qui complique leur consolidation. Or, les organisations paysannes sont confrontées à une précarité de leurs ressources qui les empêche de mener un travail de mobilisation suffisant de leurs membres.

«Les OP sont censées être durables mais elles sont construites sur la base de ressources provisoires, pointe Marie-Joseph Medzeme Engama, secrétaire exécutive de la CNOP-Cam (Concertation nationale des organisations paysannes du Cameroun). La mobilisation des ressources financières internes – les cotisations des membres – ne suffit pas. L'apport d'argent extérieur pour financer des projets ponctuels implique que les OP se plient aux règles et aux besoins des donateurs. Les paysans sont donc dépossédés de leur propre développement. Si vous ne donnez pas satisfaction rapidement, le bailleur ira chercher ailleurs. Les organisations doivent toujours proposer de nouvelles activités pour ne pas perdre son attention.»

La coopération devrait donc davantage soutenir les organisations du Sud dans leur fonctionnement et dans le renforcement de leurs capacités. Les bailleurs ont tendance à poser des exigences de bonne gouvernance aux OP sans forcément leur accorder les moyens financiers nécessaires pour les réaliser. La participation des membres aux assemblées générales, à des processus d'élections régulières et démocratiques des instances dirigeantes de l'organisation, suppose un budget conséquent (pour les transports notamment).

Pour Marie-Joseph Medzeme Engama, les faïtières devraient négocier, dans chaque projet, une part de financement réservée au plaidoyer. Les retours du terrain montrent notamment la nécessité de soutenir des actions de sensibilisation et de plaidoyer à l'échelle locale, par le biais de radios rurales par exemple.

“ les faïtières devraient négocier, dans chaque projet, une part de financement réservée au plaidoyer ”

3. RAPES-GL et ADISCO, Construction de réseaux de plaidoyer sur la souveraineté alimentaire et l'insertion socio-économique des jeunes. Expériences du RAPES-GL, 2015.





### 3. POUR UN PLAIDOYER INTÉGRÉ DANS UNE STRATÉGIE D'ACTION

Il est important d'articuler le plaidoyer avec un plan d'actions sur le terrain pour créer un rapport de force économique et politique. Il ne suffit pas de lancer des campagnes « choc » sur quelques mois, sachant que la relocalisation d'une filière, par exemple, prend plus de cinq ans. **La lutte des producteurs de café face à la privatisation de la filière du café au Burundi, l'organisation des producteurs d'oignon sénégalais pour une régulation des importations et la mobilisation contre les poulets congelés au Cameroun** [voir fiches n° 7, 15 et 17](#) ont montré que les paysan-ne-s sont capables de peser sur des décisions politiques lorsqu'ils se mettent ensemble pour renforcer leur position sur les marchés. En Afrique des Grands-Lacs, l'organisation ADISCO note que le plaidoyer contre les importations massives

de denrées agricoles et les dons en nourriture ne peuvent prétendre à un quelconque succès si des actions importantes pour améliorer la production ne sont pas mises en œuvre. Dans un pays immense comme la République démocratique du Congo, qui a vu un développement fulgurant de son secteur minier et où les importations de produits vivriers constituent la principale source pour l'alimentation des ménages, surtout dans les milieux urbains (soit près de 40% de la population), la tâche est particulièrement ardue. ADISCO préconise la création de comités mixtes avec des responsables de l'État en vue d'agir de façon coordonnée, à la fois sur les niveaux de taxation des importations, les contrôles sanitaires et les subventions aux producteurs.

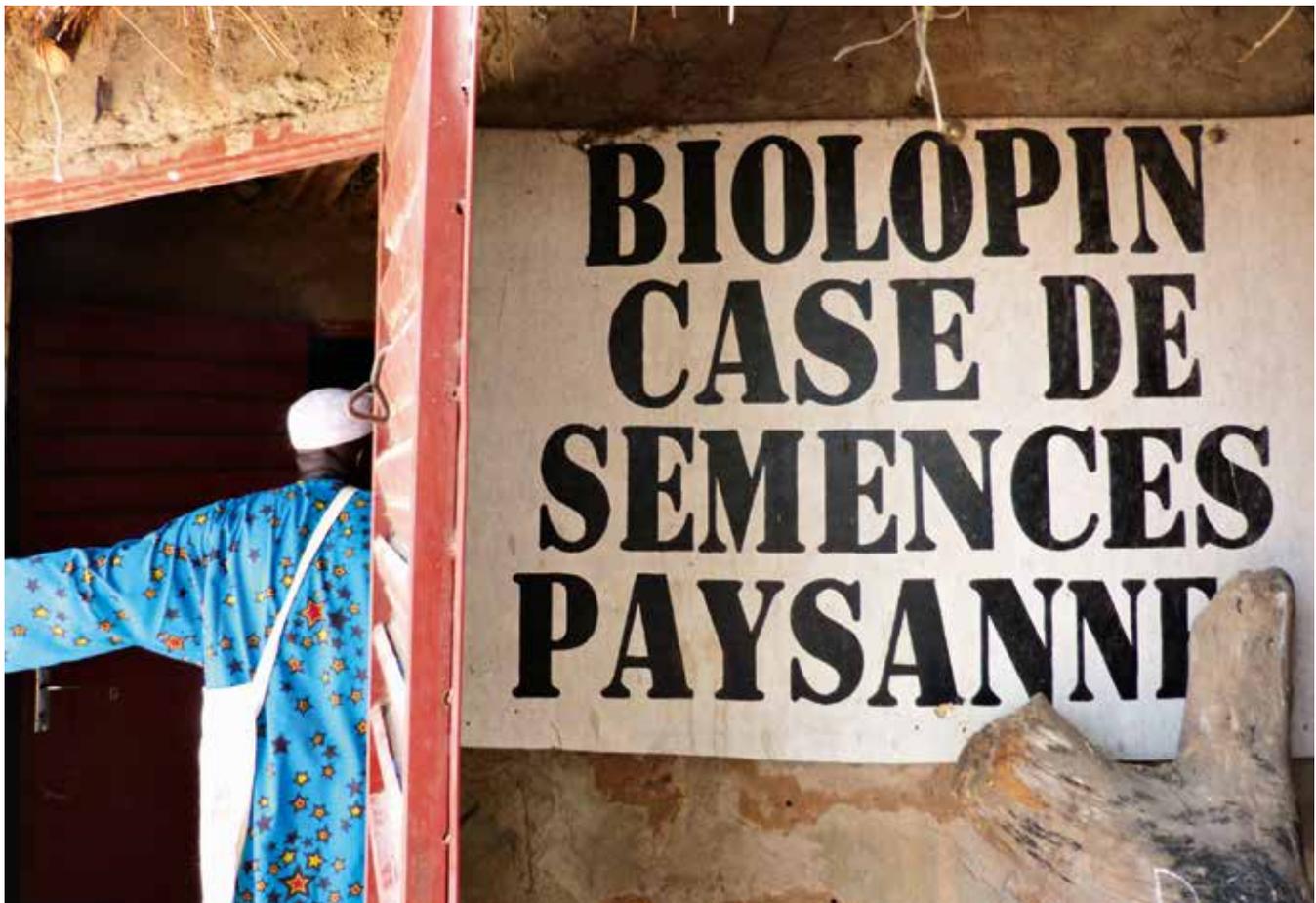
#### **DES IMPORTATIONS DÉVASTATRICES**

*Les marchés africains sont inondés de produits importés, qui s'imposent grâce aux accords de libre-échange, aux subventions dont bénéficie l'agriculture dans de nombreux pays du Nord et aux complicités d'hommes d'affaires et de fonctionnaires véreux au Sud.*

*Des mouvements paysans et de la société civile ont lutté et luttent, parfois avec succès, contre ces importations dévastatrices pour la production locale. Il reste cependant beaucoup à faire pour réduire la part des produits importés dans l'alimentation des ménages, notamment celle du riz en Afrique de l'Ouest.*

*Au Sénégal, la consommation de riz a été multipliée par dix depuis l'indépendance; elle est couverte aux trois-quarts par des brisures de riz importées, en particulier de Thaïlande. Le Gouvernement a mis en place un plan de relance de la production de riz dans la vallée du Fleuve Sénégal, avec l'objectif d'atteindre l'autosuffisance en 2017. Malgré une légère diminution des importations annoncée récemment par le Gouvernement, cette promesse ne sera pas tenue.*

*Outre la course à l'industrialisation agricole que cette approche à court terme encourage, la politique de l'État présente l'inconvénient de ne pas agir sur le problème de base, à savoir l'explosion de la consommation de riz. Il manque des stratégies à long terme pour favoriser la production de céréales locales (mil, sorgho, maïs) et pour les promouvoir auprès des ménages, notamment urbains, qui voient souvent dans la consommation de riz un signe de modernité et de prospérité.*



#### 4. LA RECHERCHE D'ALLIANCES VILLE-CAMPAGNE

La création d'espaces communs aux organisations paysannes et à la société civile est un facteur de réussite important des actions de plaidoyer. Au Burundi, le GPA a réussi à s'imposer comme un acteur de poids dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation parce qu'il pouvait s'appuyer à la fois sur la force économique des producteurs et sur la connaissance des rouages politiques des ONG. Au Cameroun, le Collectif d'ONG pour la sécurité alimentaire et de développement rural (COSADER) inclut également des organisations paysannes.

La collaboration ne va pas toujours de soi et exige de constants ajustements, car les OP craignent fréquemment que les organisations de la société civile ne cherchent à prendre le dessus et à parler à leur place; à l'inverse, ces dernières ressentent mal ce qu'elles prennent pour une négation de leur légitimité. Des rivalités entre organisations, quelles qu'elles soient, apparaissent également dans les plateformes de plaidoyer, exacerbées par la concurrence pour obtenir le soutien des bailleurs.

Il est particulièrement important de travailler à l'émergence d'un mouvement pour la souveraineté alimentaire qui dépasse le clivage ville-campagne. Les intérêts des paysan-ne-s et ceux des populations urbaines sont trop souvent placés en contradiction par les politiques publiques et même par certaines revendications de la société civile. Lors de la crise alimentaire de 2007-2008, le plaidoyer pour la souveraineté alimentaire a été mis en sourdine au

profit de mouvements réclamant une levée des taxes sur les importations de biens de première nécessité. Dans un tel contexte, des mesures d'urgence très limitées dans le temps peuvent se comprendre. Mais si elles ne s'accompagnent pas de stratégies à long terme pour s'attaquer aux racines du problème, elles ne feront que hâter et aggraver la prochaine crise.

Dans ce contexte, la coopération au développement devrait soutenir des actions de sensibilisation auprès des organisations de la société civile et de l'État. Il s'agirait notamment d'appuyer un plaidoyer pour des cadres de concertation regroupant les différents acteurs (unions d'OP, réseaux de consommateurs et représentants de l'État). Ces plateformes permettraient de mieux contrôler les volumes de denrées agricoles mis sur le marché, de réduire les importations alimentaires, d'amener les consommateurs à prendre conscience des enjeux du « manger local » et de stabiliser les prix.

Il est en outre important que les ONG et les bailleurs du Nord soutiennent davantage les mobilisations contre la spéculation foncière et le bétonnage de terres fertiles en zone périurbaine; la course effrénée à la construction de logements et d'infrastructures, sans vision d'ensemble de l'avenir des villes, traduit une approche unilatérale du développement qui ne profitera qu'à une minorité de privilégiés.



## DES HABITANTS SE BATTENT POUR LA «CEINTURE NOURRICIÈRE» DE DAKAR

Sam sa Momell est un collectif qui regroupe sept villages de la communauté rurale de Sangalkam (Région de Dakar). Composé d'un millier de personnes, il a engagé un bras de fer avec le Gouvernement sénégalais autour du sort de 25'000 hectares, qui s'est greffé sur un conflit historique. A plusieurs reprises, l'État avait acheté et revendu des terres, empochant un bénéfice important dans cette région dynamique, mais à forte pression foncière. Plusieurs «blocs» de 50 à 100 hectares ont été attribués à des agences et ont déjà été détruits: il s'agissait de vergers et d'exploitations agricoles en production, détenues selon le droit coutumier. La zone est très dynamique, pourvoyeuse d'emplois et de nourriture pour la ville de Dakar.

L'association Sam sa Momell a déjà organisé deux marches pacifiques, interpellé les ministres et le chef de l'État et réalisé un gros travail de cadastre et de recensement historique des terres. Elle a un projet d'écovillages qui demeure bloqué, sans soutien extérieur. Les habitants paient le cloisonnement entre les politiques sociale et agricole du Gouvernement, car les champs détruits sont destinés à recevoir des habitats sociaux pour reloger les personnes victimes des inondations. Pourtant, ces habitats sociaux sont réalisés au détriment de champs productifs et de populations qui souhaitent développer leurs activités sur place. Même si Sam Sa Momell a engagé des démarches judiciaires, elle sait qu'elles aboutiront difficilement et mise sur une préservation des terres restantes en espérant trouver des appuis extérieurs.

## 5. POUR UN PARTENARIAT SUD-NORD

Sur des enjeux qui impliquent à la fois des politiques au Nord et au Sud, la convergence des luttes s'avère capitale. La mobilisation contre l'accaparement des terres, notamment, est considérablement renforcée lorsqu'elle s'accompagne d'une campagne d'information et d'interpellation des autorités et entreprises dans les pays d'origine des investisseurs. Au plan international, **le plaidoyer pour une Déclaration des Nations-Unies protégeant les droits des paysan-ne-s et autres travailleurs permet de fédérer des mouvements paysans du monde entier** → voir fiche n° 20 .

Néanmoins, le soutien de la coopération à ces dynamiques reste frileux. Les acteurs du développement ne s'engagent pas assez clairement pour la souveraineté alimentaire dans les pays du Nord, alors que de nombreuses entreprises sapant les bases de cette lutte y sont implantées. Au Sud, de nombreuses agences de coopération et organisations supranationales (Banque Mondiale, USAID, Union européenne, etc.) vont même jusqu'à mener un intense plaidoyer dans un sens contraire à la souveraineté alimentaire.

Elles sont d'autant mieux placées pour le faire qu'elles interviennent directement dans les politiques des États. Au Burundi et au Cameroun, par exemple, les grands programmes nationaux sont largement financés et pilotés par les bailleurs de fonds et les coopérants. Le COSADER, qui mène un plaidoyer depuis des années pour une loi d'orientation agricole au Cameroun, reste toujours le bec dans l'eau. «Aucun partenaire financier n'a voulu appuyer la nécessité d'élaborer un cadre juridique, alors que l'État lui-même reconnaît le problème», lance la présidente du COSADER, Christine Andela.

Au Burundi, la Coopération belge, sous la houlette d'un ancien expert de Monsanto, guide l'État dans sa stratégie semencière. L'aide au développement suisse semble globalement appréciée pour sa qualité, mais la politique économique du pays et les agissements de

ses multinationales (p.ex. Nestlé, Syngenta, Webcor, etc) heurtent souvent de front les intérêts des petits paysans. ADISCO relève que «les intérêts économiques des ambassades peuvent rentrer en contradiction avec ceux de la coopération de ces mêmes ambassades. Malgré le fait que la privatisation de la filière café conduisait à la paupérisation des populations, aucune ambassade ne nous a jamais soutenus et même l'une ou l'autre nous a ouvertement combattus».

Face à ces défis, l'ONG appelle les associations membres de la Fédération genevoise de coopération à ne pas limiter leur appui à des actions de plaidoyer isolées, mais à «travailler également pour les connecter aux grandes organisations spécialisées sur ces questions». En effet, «des échanges entre réseaux régionaux africains peuvent se révéler très utiles».

Les financements des bailleurs sont soumis à une gestion axée sur les résultats ou sur le cadre logique. Selon le Réseau pour la promotion économique et sociale dans la Région des Grands-Lacs (RAPES-GL), cette tendance pose problème dans la mesure où les actions de plaidoyer évoluent en permanence en fonction de la réaction de la partie adverse et de décisions politiques qui se prennent ailleurs; il n'est dès lors pas possible de s'engager fermement à atteindre certains résultats, ni de construire des budgets prévisionnels précis.

«Il est capital de concevoir un autre mode de financement du plaidoyer qui ne détaille pas les activités à réaliser, mais propose une affectation globale par grande thématique, conclut le RAPES-GL. Cette souplesse est absolument indispensable pour permettre les adaptations permanentes auxquelles sont soumis les acteurs de plaidoyer<sup>4</sup>».

En effet, la souveraineté alimentaire implique aussi une révision en profondeur des rapports entre organisations de terrain et «développeurs», entre Sud et Nord, afin de construire de réels partenariats d'égal à égal.

“ Des échanges entre réseaux régionaux africains peuvent se révéler très utiles ”

4. Construction de réseaux de plaidoyer sur la souveraineté alimentaire et l'insertion socio-économique des jeunes. Expériences du RAPES-GL (op.cit.).

